

ASSEMBLEE NATIONALE5 décembre 2005

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2005 - (n° 2700)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 69

présenté par
le Gouvernement-----
ARTICLE ADDITIONNEL**APRES L'ARTICLE 44, insérer l'article suivant :**

« I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

« A. – Après l'article 244 quater M, il est inséré un article 244 quater N ainsi rédigé :

« *Art. 24 quater N. – I.* Les entreprises imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées en application des articles 44 *sexies*, 44 *sexies* A, 44 *octies*, 44 *decies* et 44 *undecies* qui emploient des salariés réservistes ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle au titre des articles 8 et 9 de la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

« Ce crédit d'impôt est égal à 25 % de la différence entre :

« *a*) le montant du salaire brut journalier du salarié versé par l'employeur lors des opérations de réserve se déroulant hors congés, repos hebdomadaire et jours chômés, dont le préavis est inférieur à un mois ou entraînant une absence cumulée du salarié supérieure à cinq jours ;

« *b*) et la rémunération brute journalière perçue au titre des opérations de réserve mentionnées au *a.* »

« II. – Pour l'application du I, la rémunération brute journalière perçue au titre des opérations de réserve comprend la solde versée au réserviste ainsi que toutes indemnités ou complément de solde reçus à ce titre. »

« III. – Le montant du salaire brut journalier mentionné au *a* du I peut ouvrir droit au crédit d'impôt dans la limite de 200 € par salarié. »

« IV. – Les subventions publiques reçues par les entreprises à raison des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont déduites des bases de calcul de ce crédit. »

« V. – Le crédit d'impôt est plafonné pour chaque entreprise y compris les sociétés de personnes à 30 000 €. Ce plafond s'apprécie en prenant en compte la fraction du crédit d'impôt correspondant aux parts des associés des sociétés de personnes mentionnées aux articles 8, 238 *bis* L. 239 *ter* et 239 *quater* A ou les groupements mentionnés aux articles 238 *ter*, 239 *quater*, 239 *quater* B, 239 *quater* C et 239 *quinquies*. Lorsque ces sociétés ou groupements ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, le crédit d'impôt peut être utilisé par les associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° *bis* du I de l'article 156. »

« B. – Après l'article 199 *ter* L, il est inséré un article 199 *ter* M ainsi rédigé :

« Art. 199 *ter* M. – Le crédit d'impôt défini à l'article 244 *quater* N est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses définies au a du I de l'article 244 *quater* N ont été exposées. Si le montant du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre de ladite année, l'excédent est restitué. »

« C. – Après l'article 220 N, il est inséré un article 220 O ainsi rédige :

« Art. 220 O. – Le crédit d'impôt défini à l'article 244 *quater* N est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre des exercices au cours desquels les dépenses définies au a du I de l'article 244 *quater* N ont été exposées. Si le montant du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre dudit exercice, l'excédent est restitué. »

« D. – Le 1 de l'article 223 O est complété par un o ainsi rédigé :

« o. des crédits d'impôt dégagés par chaque société du groupe en application de l'article 244 *quater* N les dispositions de l'article 220 O s'appliquent à la somme de ces crédits d'impôt ; »

« II. – Un décret fixe les conditions d'application du I, et notamment les obligations déclaratives incombant aux entreprises concernées. »

« III. – Les dispositions du I s'appliquent aux dépenses exposées entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre de la constitution et du développement d'une réserve d'emploi, composante à part entière de l'armée professionnelle, il est proposé de créer un crédit d'impôt en faveur des entreprises qui emploient des réservistes et maintiennent le salaire de ceux-ci durant les opérations de réserve.

Il s'agit ainsi d'accompagner les entreprises qui favorisent la participation de leurs salariés réservistes à des opérations de défense opérationnelles.